

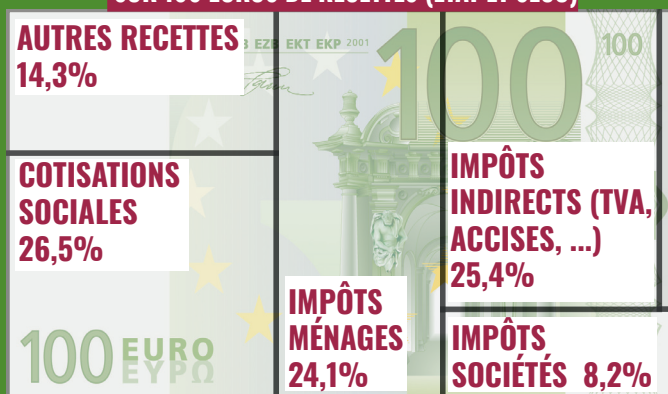


L'IMPÔT, C'EST L'ÉTAT. ET L'ÉTAT, C'EST TOI (ENFIN, C'EST NOUS QUOI).

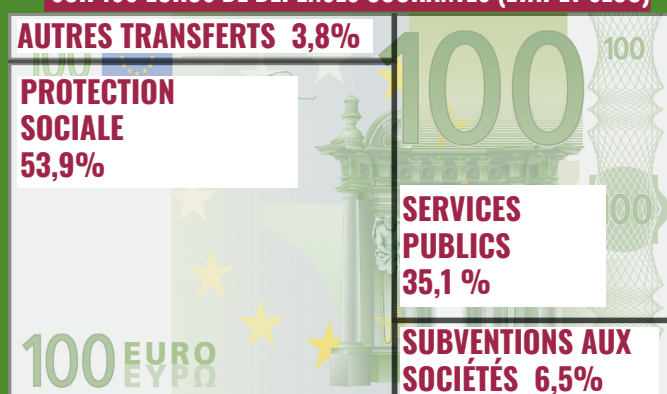
Personne n'aime payer des impôts. On a toujours l'impression de payer et de ne jamais recevoir. Pourtant, c'est faux quand on pense au nombre de services dont on bénéficie (routes, écoles, culture, sécurité sociale, ...). Notre société s'est bien développée et de manière moins inégale par rapport à d'autres grâce à l'impôt. Alors à quoi sert l'impôt ? Et qui pourrait contribuer plus ?

1 L'IMPÔT ET LES COTISATIONS SOCIALES FINANCENT NOTRE RICHESSE COLLECTIVE

SUR 100 EUROS DE RECETTES (ÉTAT ET SÉCU)



SUR 100 EUROS DE DÉPENSES COURANTES (ÉTAT ET SÉCU)



Quand l'Etat et la Sécurité sociale encaissent 100€ de recettes, la majorité provient des cotisations sociales (26,5%), de l'impôt des ménages (24,1%) et des impôts indirects comme ceux sur la consommation comme la TVA (25,4%). L'essentiel des recettes de l'Etat provient donc du citoyen. L'impôt sur les sociétés ne forme que 8,2% des recettes de l'Etat. Du

côté des dépenses (hors des charges d'intérêts sur la dette), 53,9% va à la protection sociale au sens large (soins de santé, pensions, aides sociales...). 35,1% va à vos services publics (écoles, transports collectifs, culture, routes...). Enfin, 6,5% des dépenses de l'Etat retournent aux entreprises sous formes de subsides.

2 CE QUI FAIT PRESSION SUR NOTRE RICHESSE COLLECTIVE

LES GRANDES ENTREPRISES NE CONTRIBUENT PAS ASSEZ ...

1,92 %

PART NETTE DU BÉNÉFICE D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES QUI VA À L'ÉTAT

37,8 %

PART DU BÉNÉFICE D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES QUI PART EN DIVIDENDES

Quand on regarde ce que les entreprises donnent à l'Etat (impôt des sociétés) et qu'on enlève ce qu'elles reçoivent (ici les subventions), on obtient la part nette qu'elle verse à l'Etat. En 1995 et 2017, elles versaient en moyenne 2% de leur excédent brut d'exploitation. En comparaison, elles versent 37,8% de leur excédent en dividendes à leurs actionnaires sur la même période. En 1995, ce chiffre était de 25%. Les actionnaires sont choyés par rapport à l'Etat ou aux salariés. Et les réformes fiscales de baisse de l'impôt des sociétés ne vont pas améliorer ces chiffres. Alors qu'on cherche des moyens des services publics et financer la transition écologique, c'est le genre de constat qui fait tâche.

LA FRAUDE FISCALE ET L'ÉVASION FONT RAGE

ÉVASION FISCALE (MILLIARDS)

19,5 À 30

0,25 (OUI C'EST TOUT PETIT PAR RAPPORT AU RESTE)

2,5

FRAUDE FISCALE REPERÉE (MILLIARDS)

FRAUDE SOCIALE REPERÉE (MILLIARDS)

Les montants de l'évasion fiscale estimée sont gigantesques (19,5 à 30 milliards). En 2016, la fraude fiscale repérée l'était pour un montant de près de 2,5 milliards (avec une écrasante majorité pour des fraudes à l'impôts des sociétés). La fraude sociale est 10 fois moindre alors qu'elle attire une attention médiatique et politique énorme.